

ETUDES HELLENIQUES

HELLENIC STUDIES

**CRISE GRECQUE ET
UNIFICATION EUROPÉENNE**

**THE GREEK CRISIS AND
THE EUROPEAN UNIFICATION**

Edited by / Sous la direction de
Sotiris Ntalis

Contributors / Contributions de

Christos Baxevanis

Kostas Botopoulos

Nicos Christodoulakis

Theodore M. Mitrakos

Maria Papadaki

Stavros Zografakis

Littérature Chyprite / Cypriot Literature

Stephanos Constantinides

Maria Herodotou

Yiannis Katsouris

Costas Vassileiou

Poètes Chyprites/Cypriot Poets

Volume 22, No 1, Spring / Printemps 2014

1

L' unification européenne et la crise grecque

Sotiris Ntalīs*

"L'Europe continue à chercher son Roosevelt" (le président qui a sorti les États-Unis de la Grande Dépression), a rappelé le journal espagnol El País à la suite du sommet européen de juin 2013, "mais l'économie et la politique semblent aller vers des directions différentes". Alors que l'économie exige un soutien pour l'euro et des mesures à court terme dans ce sens pour son soutien, les dirigeants européens semblent se contenter de solutions compromettantes qui manquent souvent d'ambition.¹

En raison des élections parlementaires européennes (22-25 mai 2014) tous les politiciens des 28 Etats membres ont ressenti le besoin de s'exprimer pour ou contre l'intégration européenne.

Cependant, que signifie aujourd'hui l'unification européenne à part le maintien de la paix sur le continent européen, qui a tant souffert au cours du 20e siècle? La procédure pour l'unification de l'Europe porte également un modèle de développement, unique au monde, car il se combine - ou du moins il se combinait jusqu'à récemment- avec une politique de solidarité dont l'objectif est de créer le développement, pour lequel nous devrions tous nous impliquer.

Quel serait aujourd'hui un retour à la déclaration historique de Robert Schuman du 9 mai 1950, qui a jeté les bases de la mise en place de la Communauté Européenne du charbon et de l'acier (CECA) en 1951, de la CEE en 1957 et de l'actuelle UE des 28 membres? Pouvons-nous imaginer l'Europe sans l'U.E.? Si l'unification européenne n'avait pas commencé, la croissance économique de l'Europe aurait été faite à un rythme beaucoup plus lent. Il n'y aurait pas eu une politique uniforme en matière de concurrence, un marché commun ou une monnaie commune. Les transactions commerciales entre les pays auraient été limitées et l'instabilité microéconomique aurait été plus grande. Une réalisation importante de l'U.E. est le renforcement de l'«état de bien-être» et les «services de l'Etat", un Etat dont le but est de servir ses citoyens, et non pas de les dominer.

* Université de l'Egée

Toutefois, quels sont les objectifs de l'Union européenne aujourd'hui et où se situe son avenir? Qu'a déjà été accompli pour le bien-être de ses citoyens et quels sont les défis actuels auxquels celle-ci est confrontée? Quels changements innovants l'UE devrait promouvoir au moment où elle prend de l'expansion? A l'heure de la mondialisation intense, l'UE peut-elle rivaliser avec le reste des grandes économies? Peut-elle jouer un rôle fondamental sur la scène mondiale? Prendra-t-elle la forme des Etats-Unis de l'Europe, comme Guy Verhofstadt, ancien Premier ministre de Belgique et actuel leader de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour le Parti de l'Europe au Parlement européen l'a si bien dit; ou va t-elle continuer à être une structure de collaboration et de concurrence entre les différents États qui font tout simplement partie du même édifice?

Quelles sont les priorités de l'Union européenne et de ses Etats membres pour les cinquante prochaines années? De toute évidence, entre autres, c'est la création d'emplois grâce à la libéralisation du marché de l'emploi, la modernisation de l'État-providence, qui est principalement une question d'ordre étatique, et l'investissement dans les nouvelles technologies et dans la production de nouvelles idées.

En ce qui concerne l'Union économique et monétaire, elle ne peut pas aller de l'avant et dépendre d'une seule de ses deux jambes, la politique monétaire; car ce serait contraire à l'essence des traités. En outre, l'absence d'une coordination étroite entre les politiques économiques nationales entraîne des déficits croissants au niveau du développement et le manque de postes d'emploi, comme Jacques Delors le soutient souvent, nous rappelant que le dialogue social, que lui-même a inauguré en 1985, a fini de nos jours par être une routine. Ceci ne génère pas de nouvelles assurances et ne pousse pas les responsables de la prise de décision à s'orienter vers une croissance verte et coopérative.

L'«absence» de l'Europe aujourd'hui signifie la «retraite» de l'Europe. C'est le piège réel que le vieux continent court le risque de mettre en place contre lui-même.

Nous avons laissé en dernier le rôle que l'Allemagne joue dans l'UE contemporaine. La chancelière allemande a compris que dans une période de mondialisation, la puissance est mesurée en termes économiques; elle n'aime pas les aventures militaires, contrairement aux dirigeants de la France et de la Grande-Bretagne. Cependant, l'Allemagne est-elle une nouvelle puissance mondiale? Si l'on devait se concentrer sur la façon dont les Américains et les

Chinois se comportent envers Berlin, on constate que pour Washington et Pékin l'Europe c'est Berlin. Surtout dans le cas des négociations commerciales. L'Allemagne gagne de facto un rôle important sur la scène mondiale depuis que la cohérence européenne a pour principaux éléments la situation financière et un manque d'arguments convaincants pour sa compréhension.

Le dernier sondage d'opinion de l'Institut Pew intitulé «Le nouvel homme malade de l'Europe: l'Union européenne», a illustré certaines données importantes sur la perspective de l'unification européenne. Il a principalement montré la délégalisation accélérée de l'UE et de son régime d'intégration.²

La question clé concerne la recherche d'un modèle de fonctionnement de l'UE qui nous permettra de définir les intérêts européens au-delà des divisions nationales, tout en assurant les moyens d'action nécessaires. L'approche d'un gouvernement fédéral sur le chemin de l'unification européenne ne nous mènera pas rapidement à la création des États-Unis de l'Europe. Cependant, il nous permettra de travailler sur le triangle des institutions européennes: la Commission comme une expression des intérêts de la Communauté européenne, le Conseil des ministres comme une expression des intérêts nationaux et le Parlement européen comme une expression du peuple. Une unification politique de l'Europe est la seule chose qui mettra fin à la nécessité d'un pouvoir hégémonique dans le vieux continent.

Au cours de ces deux dernières années les dirigeants européens semblent avoir mal compris ce que les citoyens européens ont essayé d'exprimer. En outre, comme l'historien britannique Timothy Garton Ash l'a très bien affirmé, les dirigeants politiques européens n'ont pas réussi à raconter l'histoire de l'Union européenne comme une histoire qui propage la liberté. Aujourd'hui, le défi auquel fait face l'Union est de savoir si elle va s'adapter aux défis du 21^e siècle et dessiner un nouvel agenda pour la politique internationale et les relations transatlantiques. Il semble que jusqu'à aujourd'hui, à travers le processus d'unification européenne, l'Europe ne démontre son poids que dans les moments où elle doit prouver sa capacité à répondre aux défis de l'histoire.

La politique étrangère grecque et l'unification européenne comme une priorité stratégique

La participation de la Grèce à l'U.E a élargi les horizons de la politique étrangère de ce pays ainsi que les questions controversées spécifiques dans la région plus large de l'Europe du Sud-Est et de la Méditerranée. C'est dans ce

sens que la Grèce devrait continuer à renforcer ses relations avec des acteurs importants de la politique internationale et les relations bilatérales en particulier avec ses alliés et partenaires. En dehors de cela, l'expansion des relations avec des pays qui sont traditionnellement liés à nous et qui ont des intérêts communs en Europe, tels que la Fédération de Russie, ainsi que des pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, est un objectif essentiel à poursuivre. En outre, il est important de développer de meilleures relations avec les économies émergentes d'Asie, d'Océanie, d'Amérique Latine et de l'Afrique.

Tout en étant consciente de sa taille et de ses limites et suivant la dynamique des politiques extraverties, la Grèce devrait commencer à prendre des initiatives pour contribuer à la résolution et la gestion des problèmes régionaux.

Amélioration et expansion du rôle international du pays

Outre l'augmentation de l'importance stratégique que la Méditerranée orientale possède pour propulser les avantages comparatifs du pays et l'élargissement de son rôle international, il est nécessaire pour celui-ci de développer la coopération sur le terrain de l'éducation et de la recherche. Il faut aussi mener en Grèce campagne pour la création de centres internationaux de connaissances et de technologie. En outre, l'amélioration de la navigation commerciale, le tourisme et l'aviation en tant que facteurs de développement international se révéleront utiles pour cet Etat. Enfin, l'émergence de la Grèce comme un pays producteur, exportateur et pays de transit en matière d'énergie va également s'avérer importante.

En ce qui concerne les relations de la Grèce avec la Turquie, Athènes, en 1999, a été un pionnier dans l'ouverture de la perspective européenne de notre pays voisin, parce que l'Etat hellénique croit sincèrement que ce sera avantageux pour tout le monde: pour l'Union européenne, la Turquie, pour la région, et pour les relations bilatérales.

L'U.E. peut devenir le catalyseur de changements cruciaux en Turquie. Cependant, tous les pays candidats doivent prouver par des actions qu'ils sont prêts à adopter les principes et les valeurs sur lesquelles la construction européenne se fonde et à adopter pleinement ses voies et moyens. Aujourd'hui le parcours européen de la Turquie est un processus lent. Cela est dû à trois raisons principales: les processus internes du pays lui-même, les différends exprimés par certains Etats membres de l'UE et le problème de Chypre.

Avec la Turquie, nous avons une présence commune et des intérêts

communs pour les questions relatives au Moyen-Orient, les Balkans, la région de la mer Noire et le Caucase. Les ressources de notre région sont énormes. Mais encore plus importantes sont les ressources que nous pouvons créer ensemble, si nous parvenons à mettre nos relations sur une base nouvelle et créative de coopération ainsi que de respect mutuel.

La Grèce, la crise et la zone euro

Nicos Christodoulakis a analysé comme il convient et d'une manière analytique l'intervention de l'UE et du F.M.I. dans la gestion de la crise grecque et a montré les défauts du memorandum qui a été signé avec les prêteurs.

Stavros Zografakis soutient que c'est avec un sérieux retard qu'a été confirmée l'aggravation des indicateurs sociaux comme une séquelle de la crise qui a entamé sa sixième année. L'augmentation dramatique du chômage, la pression pour réduire les salaires en échange du maintien des postes de travail sont ce qui a conduit les travailleurs à un point de désespoir. L'objectif des recherches de cet auteur est de mesurer le désespoir dans les ménages avec un taux construit sur une base de données primaires à partir de la recherche sur l'offre de travail menée par le Service statistique grec. Ce taux exprime, sur une base trimestrielle, le degré de désespoir dans les ménages et teste comment la réforme financière qui est atteinte par la réduction des salaires ou la perte de postes de travail peut être comprise comme quelque chose qui est distribuée de façon équitable parmi les ménages.

Dans son article Theodore Mitrakos présente les développements récents et les caractéristiques des indicateurs sociaux de l'inégalité et de la pauvreté en Grèce. Pour le moment, les effets de redistribution des mesures d'austérité mises en œuvre au cours de la crise économique actuelle sont en cours d'examen. Pour cette raison, les données les plus récentes disponibles sur les enquêtes-ménages sont utilisées (Enquête sur le budget des ménages, Enquête sur les revenus et conditions de vie). Les données qui sont disponibles sur les années de rupture de la crise montre que la pauvreté relative a considérablement augmenté au cours de la période de la crise actuelle (3 points de pourcentage entre 2009 et 2011), tandis que le degré de pauvreté «absolue», c'est à dire lorsque le seuil de pauvreté, en termes réels, reste constant à des niveaux d'avant la crise, a augmenté de façon spectaculaire. La redéfinition des paramètres de base de la politique sociale se produit à l'occasion de la crise actuelle. Le revenu minimum garanti qui fonctionnera comme un monticule

de base de la protection sociale contre les situations d'extrême pauvreté est encore le principal problème qui reste à résoudre.

Dans son article Kostas Botopoulos parle de l'expérience de cinq ans de la crise en Grèce et les effets économiques, politiques et institutionnels qu'elle a entraînés. En particulier dans la première partie, il examine la façon dont celle-ci a été abordée, dans la deuxième partie, il analyse les caractéristiques et les déficits du "plan de sauvetage" et surtout le fameux protocole qui a été signé par les prêteurs; dans la troisième partie, il étudie le renversement ultime du système des partis et les pressions exercées sur la société et dans la quatrième partie, il trace les perspectives d'aujourd'hui à un moment où peut-être, on est prêt à tourner la page.

Christos Baxevanis et Maria Papadakis affirment que parmi les priorités de la présidence grecque de l'UE il y a la promotion d'une approche unifiée de l'immigration et du système européen commun d'asile, avec une répartition équitable de la charge entre les Etats membres. La création, en cours, du nouveau Service de l'asile et d'une Autorité d'appel en ce domaine bouleverse une pratique de plusieurs décennies et crée un précédent. De telle sorte que l'Etat grec, sur le chemin d'une réforme importante du système d'asile, peut négocier une série de changements au niveau européen à partir d'une meilleure position.

La présidence grecque a la possibilité de mettre -encore une fois- sur la table, les arguments suivants: a) réexaminer la règle selon laquelle le réfugié ne peut pas demander l'asile dans un autre pays que celui dans lequel il est entré pour la première fois; b) la solidarité concrète envers les Etats qui subissent de fortes pressions de vagues d'immigration ou qui sont appelés à accepter un nombre extrêmement élevé de demandes d'asile; c) dans le même temps redistribuer les réfugiés reconnus, et les demandeurs d'asile potentiels dans l'UE d'une manière juste et bien proportionnée, ou prendre d'autres initiatives en faveur de la répartition des responsabilités dans le but final d'alléger le fardeau des Etats membres déjà chargés.

NOTES

1. Voir l'article "L'Europe continue de chercher son Roosevelt", *Ta Nea* (quotidien grec), 29 juin 2013.
2. Sylvie Kauffmann: "Trop forte, l'Allemagne!", *Le Monde*, 19 juin 2013.